

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYBERT UIOM

4 rue Gabriel Plançon
25000 Besançon

Références : UID257090/SPR/EDB/2025-1015A
Code AIOT : 0005902597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement SYBERT UIOM implanté Angle rues Belin et Einstein 25000 Besançon. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYBERT UIOM
- Angle rues Belin et Einstein 25000 Besançon
- Code AIOT : 0005902597

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de valorisation énergétique (UVE) des déchets ménagers et assimilés (DMA), exploitée par le SYBERT et opérée par VALAXION assure le traitement des déchets des collectivités adhérentes dont Grand Besançon métropole. Elle alimente pour partie le réseau de chaleur de Planoise. Elle comprend désormais depuis janvier 2022 un seul four d'incinération des déchets ménagers et assimilés. Ces opérations laissent désormais place aux phases de réaménagement du site. L'aménagement et l'exploitation du site sont réglementés par l'arrêté préfectoral codificatif du 26 juillet 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.1.6.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
6	Confinement	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.3.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 3.3.1.	Sans objet
2	Caractéristiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 3.3.2.	Sans objet
3	Fréquence de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 3.4.2.	Sans objet
7	Plan de lutte contre un sinistre	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.4.2.	Sans objet
8	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.2.2.	Sans objet
9	Capacité d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 7.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en avant les observations et non-conformités suivantes :

- Détection incendie : dans l'attente de l'instruction du courrier de demande de modification du 6 mai 2025 transmis par l'exploitant, il n'est pas possible de statuer sur la conformité de la détection incendie dans la zone sous la grille de dosage des fours et au niveau de la presse à balle. Ce point fera l'objet d'une instruction prochainement et pourra nécessiter des éléments justificatifs complémentaires.
- Le plan ETARE du site n'est pas à jour.
- Absence de plan d'intervention pour la plateforme mâchefers.
- L'absence de rideau d'eau au niveau de la trémie et d'extinction automatique dans les zones requises a fait l'objet d'une demande de l'exploitant par courrier. Ce point fera prochainement l'objet d'une instruction.
- Des précisions et des améliorations sont à apporter pour le confinement des eaux au niveau de l'UVE et de la plateforme mâchefers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 3.3.1.			
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration et flux des rejets n°1 (UVE) et n°3 (plateforme mâchefers)			
Prescription contrôlée :			
Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l) - rejets n°1 et n°3	Flux maximal journalier (g/j) - rejet n°1
Débit	1552	Rejet n°1 : 6 m ³ /j en moyenne mensuelle (1) - 2190 m ³ /an	
pH	1302	5,5-8,5	/
Température	1301	30°C	/
MES	1305	600	3600

Carbone organique total (COT)	1841	40	240
DBO5	1095	800	4800
DCO	1314	2000	12000
Azote global	1551	150	900
Azote ammoniacal	1335	30	180
Sulfates (SO_4^{2-})	1338	1000	6000
Phosphore	1350	50	300
Mercure (Hg)	1387	0,01	0,06
Cadmium (Cd)	1388	0,025	0,15
Thallium (Tl)	2555	0,03	0,18
Arsenic (As)	1369	0,05	0,3
Plomb (Pb)	1382	0,06	0,36
Chrome (Cr)	1389	0,1	0,6
Chrome VI (Cr VI)	1371	0,05	0,3
Cuivre (Cu)	1392	0,15	0,9
Nickel (Ni)	1386	0,1	0,6

Zinc (Zn)	1383	0,5	3
Antimoine (Sb)	1376	0,9	5,4
Ion fluorures	7073	15	90
CN libres (CN-)	1084	0,1	0,6
Hydrocarbures totaux	2962	5	30
AOX	1106	5	30
Dioxines et furannes	7707	0,05x10 ⁻⁶	0,3x10 ⁻⁶

(1) la valeur maximale de 8 m³/j peut être atteinte ponctuellement en période de maintenance de la chaudière

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la plus petite des deux valeurs suivantes (lorsqu'elles existent) :

- la norme de qualité environnementale (cas des substances chimiques) ;
- la valeur de concentration correspondant à la classe d'état « *bon état* ».

Constats :

L'exploitant a communiqué ses derniers rapports d'analyses des rejets 1 et 3 par courriel en date du 30 septembre 2025.

Rejet n°1 : absence de non-conformité sur les derniers rapports transmis.

Rejet n°3 : absence de non-conformité sur les derniers rapports transmis.

Ce point n'appelle pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 3.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration et flux au point de rejet n°2 (eaux pluviales UVE)
Prescription contrôlée : Les effluents sont conformes aux valeurs limites en concentrations définies ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- MES < 30 mg/l ;- DCO < 35 mg/l ;- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l.
Constats : L'exploitant a communiqué les deux derniers rapports d'analyses du rejet 2 (eaux pluviales de l'UVE) par courriel en date du 30 septembre 2025. Deux dépassements sont relevés dans le rapport du 24/05/2024 pour le rejet du séparateur du site. <ul style="list-style-type: none">• DCO : 78 mg/l• MEST : 78 mg/l L'exploitant a indiqué avoir identifié l'origine de ce dépassement : les travaux de restructuration de voirie. Il a indiqué que ces travaux étaient en cours le jour des prélèvements et qu'ils avaient occasionné des poussières inhabituelles qui ont été lessivées par la pluie et ont engendré des anomalies en MEST et en DCO. Ayant identifié l'origine de ce dépassement, l'exploitant a considéré qu'il n'était pas nécessaire de procéder à une action corrective sur le séparateur hydrocarbures. L'exploitant a présenté le dernier bordereau de suivi de déchets de l'entretien de son séparateur hydrocarbures en date du 18 février 2025. L'exploitant a fait réaliser une analyse en 2025 (rapport du 24/09/2025) qui n'a pas mis en évidence de dépassement. À l'avenir, en cas de non-conformité sur un rejet, l'exploitant devra veiller à identifier l'origine de ce dépassement, réaliser les actions correctives nécessaires, et <u>procéder dans tous les cas à une nouvelle analyse</u> rapidement pour s'assurer que la cause identifiée était bien la bonne et que le problème est résolu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 3.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets
Prescription contrôlée : - Point de rejet n°1

L'exploitant réalise des mesures en continu des paramètres suivants : pH, température, débit, COT. L'exploitant doit également réaliser des mesures journalières sur échantillonnage asservi au débit de la quantité de matières en suspension (MES) et DCO.

En outre, l'exploitant fait réaliser au minimum mensuellement par un laboratoire agréé des mesures sur 24h asservi au débit, des paramètres suivants : métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cr VI, Cu, Ni, Zn), fluorures, SO42-, CN libres, antimoine, hydrocarbures, AOX, Azote, Phosphore et DBO.

Il doit enfin faire réaliser à fréquence semestrielle par un laboratoire agréé des mesures sur 24h asservi au débit des dioxines et furannes.

N.B : dans le cas où des difficultés sont rencontrées dans la mesure du COT en continu en raison de la présence chlorures, la mesure de COT peut être réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.

- Point de rejet n°2 (eaux pluviales UVE)

Le rejet des eaux pluviales fait l'objet d'une mesure semestrielle afin de vérifier la conformité des paramètres prescrits à l'article 3.3.2 du présent arrêté.

- Point de rejet n°3 (plateforme « mâchefers ») : voir chapitre 7.3

Constats :

Le rejet n° 1 concerne les eaux résiduaires de l'UVE qui transitent par un canal mesureur puis rejetées au réseau. Ces eaux sont constituées :

- Des eaux de lavage des zones de process et des zones de rétention qui sont réinjectées dans le bac d'extinction des mâchefers.
- Des purges de la chaudière généralement également les rejets d'éluats de traitement d'eau de chaudière.
- Des rejets exceptionnels lors des vidanges lors d'opération de maintenance sur les chaudières ou circuit d'eau et de vapeur.
- Des eaux d'égoutture provenant du refroidissement des mâchefers.

Ces eaux sont collectées, transitent par une bache à eau située dans l'usine et font l'objet d'une correction de pH et d'une neutralisation.

Mesures en continu du rejet n°1 :

Lors de la visite il a été constaté le report sur la supervision du débit rejeté et des paramètres DCO, COT, MES, pH et température pour le rejet d'eau. L'exploitant indique fonctionner majoritairement en circuit fermé avec ses eaux résiduaires. En effet, le jour de la visite, la supervision indiquait que le rejet d'eau d'eau était inactif. L'exploitant précise également que le canal mesureur fait l'objet d'un contrôle et d'une mesure comparative une fois par an par l'organisme agréé qui réalise les mesures de rejets aqueux.

Mesures mensuelles du rejet n°1 par organisme agréé :

Le prélèvement est réalisé par un organisme accrédité COFRAC. Ce prélèvement est bien réalisé par échantillonnage automatique sur 24h avec asservissement au débit sur la matrice « eaux résiduaires » selon le référentiel FD T-90-523-2.

L'analyse a été réalisée par un laboratoire agréé.

L'exploitant a transmis les 6 derniers rapports de mesures qui confirment une mesure réalisée

mensuellement.

Mesures semestrielles du rejet n°1 sur les dioxines par un organisme agréé :

D'après les rapports transmis par l'exploitant, les dernières mesures ont été réalisées en novembre 2024 et juin 2025. Le prélèvement a été réalisé par un organisme certifié et l'analyse par un laboratoire accrédité.

Le rejet n°2 concerne les eaux pluviales de voirie et de toiture de l'UVE.

Les dernières analyses réalisées ont eu lieu le 09/04/2024 (rapport du 24/05/2024) et le 20/08/2025 (rapport du 24/09/2025). La dernière mesure a moins de six mois, toutefois plus d'une année s'est écoulée entre les deux mesures. L'exploitant confirme qu'il y a eu un oubli. À l'avenir, il veillera à ce que cette périodicité soit respectée.

Le rejet n°3 concerne les eaux de nettoyage et les eaux pluviales de voirie de la plateforme de maturation des mâchefers. Ces eaux sont collectées et rejoignent un bassin de décantation qui est vidangé par bâchée après analyse.

L'exploitant a transmis 3 rapports d'analyses relatifs à ce rejet : 06/08/2024, 24/06/2025, 12/09/2025.

2 à 3 rejets sont réalisés par an.

L'exploitant a présenté les derniers bordereaux de suivi de déchets de l'évacuation du contenu solide du bassin qui datent du 12 janvier 2024. Il indique procéder régulièrement à un contrôle visuel de la hauteur des boues. Lors de la visite, le niveau du bassin était bas et les boues n'étaient pas visibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.1.6.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection de fumée ou équivalent. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 6.1.1. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les différentes zones de procédé équipées de moyens de détection afin de prévenir les risques incendie sont à minima :

- la fosse de réception (UVE) ;
- la zone sous la grille de dosage des fours (détection de température) ;
- les locaux électriques qui sont équipés de détection incendie adaptée ;
- la presse de mise en balle des ordures ménagères.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les

dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle de son système de sécurité incendie en date du 11 septembre 2025.

Cette vérification a notamment porté sur la réalisation de coupures électriques, d'essais de tous les diffuseurs sonores, de tous les déclencheurs manuels et automatiques, d'essais sur les 25 détecteurs optiques et 3 détecteurs thermiques.

Le rapport préconisait le remplacement de deux batteries. L'exploitant a transmis la fiche d'intervention de ces travaux réalisés le 12 septembre 2025.

Le plan des zones à risques (plan ETARE) communiqué par l'exploitant précise la localisation des détecteurs de fumées du système de sécurité incendie :

- Fosse de réception (UVE) : présence de caméras thermiques constatées lors de la visite et reportées au niveau de la supervision.
- Les locaux électriques : l'exploitant indique que tous les locaux électriques sont munis d'une détection. Il a précisé cela dans un courrier de porter à connaissance en date du 6 mai 2025 où il indique que les locaux BT2, BT3, TGBT4, HT1&2, Shelter ENVEA, sont munis d'une détection incendie et ne sont accessibles qu'à des personnes autorisées (ces détections sont reportées sur le plan ETARE du site).
- La zone sous la grille de dosage des fours (détection de température) : par courrier en date du 6 mai 2025 l'exploitant indique : « *Si par cette zone on entend la trémie d'alimentation et le caisson poussoir, celle-ci est bien munie d'une sonde de contrôle de la température (TAG : TT5003). Si cette zone fait référence aux cônes sous grille, cette disposition était nécessaire avec la grille refroidie à l'eau mise en service en 2002. Lors des travaux de rénovation en 2019, la grille et son système hydraulique ont été intégralement remplacés. L'ensemble hydraulique est à présent à l'extérieur du four et non plus dans les cônes sous grille. La détection de température n'est plus nécessaire* ». Ce courrier de porter à connaissance fera prochainement l'objet d'une instruction de la part de l'inspection afin de déterminer l'opportunité de maintenir cette disposition au regard de la configuration du site.
- La presse en balle des ordures ménagères : la presse à balles n'était pas présente sur le site le jour de la visite. En effet, cette activité est sous-traitée à un prestataire extérieur avec une installation mobile. Dans son courrier du 6 mai 2025 et lors de la visite, l'exploitant précise qu'il n'y a pas de détection incendie dans cette zone car il y a une présence humaine permanente lors du fonctionnement de la presse et les opérateurs disposent de moyens de détection à proximité. Ce courrier de porter à connaissance fera prochainement l'objet d'une instruction de la part de l'inspection afin de déterminer l'opportunité de maintenir cette disposition au regard de la configuration du site.

Dans l'attente de l'instruction du courrier de demande de modification du 6 mai 2025 transmis par l'exploitant, il n'est pas possible de statuer sur la conformité de la détection incendie dans la zone sous la grille de dosage des fours et au niveau de la presse à balle. Ce point fera l'objet d'une instruction prochainement et pourra nécessiter des éléments justificatifs complémentaires.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est équipé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec - une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 6.1.1 ; - un plan de masse plastifié (format A0) de l'ensemble du site et résistant aux intempéries, utilisable par les services d'incendie et de secours, installé à l'entrée de l'établissement. Ce plan présente notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits potentiellement présents. Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment : <p>pour la défense interne des bâtiments et des aires extérieures contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre suffisant, judicieusement répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les règles d'installation sont conformes à la règle APSAD R4 ; - 8 RIA (UVE : 2 dans le hall de déchargement, 6 au niveau de la chaufferie et de la salle des machines sous les fours d'incinération ; - deux canons à mousse disposés de part et d'autre de la fosse, commandés depuis la cabine des pontiers (UVE) ; - un rideau d'eau avec buses d'arrosage orientées en partie haute de chaque trémie (UVE) ; - un dispositif d'extinction automatique ou équivalent au niveau des locaux électriques, du local du groupe électrogène et du local groupes turbo-alternateurs. <p>pour la défense extérieure des installations contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 poteaux d'incendie dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau, ceux-ci sont distants entre eux de 150 mètres maximum, pouvant délivrer chacun simultanément un débit de 60 m³/h sous une pression minimale de un bar pendant deux heures. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage des eaux d'extinction (cf. chapitre 6.3).</p>
Constats :

Le personnel du site dispose de téléphones portables.

L'exploitant a transmis un plan ETARE de son site dont la dernière mise à jour date du 11/02/2022. Ce plan comprend notamment :

- Les contacts pour le site disponibles 24h/24h. Ces contacts ne sont pas à jour au regard de la dernière mise à jour du POI. La direction et le responsable du site ont changé. L'exploitant indique qu'un rendez-vous avec le SDIS est prévu l'après-midi même du jour de la visite pour mettre à jour le plan ETARE au regard des récents travaux réalisés sur le site. Cette mise à jour prendra en compte l'ensemble des points du document.
- Un plan de situation du site avec les entreprises et ERP voisins.
- La localisation des poteaux incendie à proximité du site.
- Les consignes opérationnelles.
- Un plan des zones à risques sur lequel figurent notamment : les deux vannes barrage des eaux d'extinction, la localisation des différents risques identifiés par l'exploitant (cuve GNR, locaux électriques, zones ATEX...), la localisation des stockages de déchets ou produits avec leur volume/quantité maximum, les accès au site...

Ce document est synthétique, lisible et opérationnel.

Ce plan ne contient que la partie UVE du site. Or, le périmètre ICPE comprend l'UVE mais également la plateforme de maturation des mâchefers située de l'autre côté de la rue Albert Einstein.

Cette plateforme peut présenter des risques d'incendie au regard notamment de la présence ponctuelle d'engins, de l'installation mobile de déferrailage, de l'isolement des camions suite à une détection de radioactivité. Il convient donc que l'exploitant dispose d'un plan d'intervention pour les secours relatif à cette plateforme (accès pompiers, localisation de la vanne de confinement...).

Il n'y a pas de plan de masse à l'entrée du site utilisable par les services d'incendie et de secours. L'exploitant indique attendre la venue du SDIS pour déterminer les éléments à reporter sur ce plan afin qu'il soit opérationnel pour les services de secours.

La présence d'extincteurs a été constatée lors de la visite sur le site. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de ces extincteurs en date des 12 et 13 novembre 2024.

Il a également été constaté la présence de robinets d'incendie armés (RIA) sur le site. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de ces RIA en date du 20 novembre 2024. Ce rapport fait état de la présence de 10 RIA sur le site.

Deux canons à mousse ont été constatés de part et d'autre de la fosse ainsi que les commandes depuis la cabine des pontiers. Ces canons sont bien reportés sur le plan ETARE du site. L'exploitant a présenté le rapport d'intervention pour le contrôle de la motopompe pour ces canons en date du 11 octobre 2024. L'exploitant indique que le nouveau contrôle devait avoir lieu la semaine précédant l'inspection mais le technicien s'est blessé, ce contrôle doit donc être reprogrammé très prochainement.

La partie haute de la trémie d'alimentation ne dispose pas d'un rideau d'eau avec buses d'arrosage. Ce point fait également l'objet d'une demande de l'exploitant dans son courrier du 6 mai 2025. En effet, il indique que les canons à eau au niveau de la fosse permettent d'atteindre la trémie. Ce courrier de porter à connaissance fera prochainement l'objet d'une instruction de la part de l'inspection afin de déterminer l'opportunité de maintenir cette disposition au regard de la configuration du site.

Concernant les dispositifs d'extinction automatique, ils font également l'objet d'une demande dans le courrier de l'exploitant du 6 mai 2025. Il précise à ce titre : « *De par la conception de l'unité, seul le TGBT, élément essentiel dans la distribution électrique et la prévention des risques d'incidents électriques est doté d'un système d'extinction automatique par gaz inerte. Les autres locaux électriques, le local du groupe électrogène et le local du groupe turbo-alternateur disposent d'un processus équivalent : un système d'extinction manuel associé à des procédures et un training des opérateurs. Il est à noter que les locaux groupe électrogène et turbo- alternateur sont des locaux ventilés. L'installation d'un dispositif automatique d'extinction serait extrêmement complexe et coûteuse.* » Ce courrier de porter à connaissance fera prochainement l'objet d'une instruction de la part de l'inspection afin de déterminer l'opportunité de maintenir cette disposition au regard de la configuration du site.

L'exploitant a transmis un plan ETARE reprenant la localisation des poteaux incendie à proximité du site. Au moins 3 poteaux sont présents à moins de 100 mètres du site. L'exploitant a également transmis les dernières vérifications des débits de ces poteaux (vérification des débits en simultané en 2022, vérification des débits unitaires en 2023).

Les numéros de certains poteaux ne semblent pas correspondre entre le plan ETARE et les justificatifs des débits. Les numéros de certains poteaux ne sont effectivement plus à jour sur le plan. La mise à jour sera réalisée très prochainement suite à la visite du SDIS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 4 mois, l'exploitant transmettra les justificatifs de la mise en place des mesures suivantes :

- Plan ETARE mis à jour suite à la visite du SDIS reprenant notamment les remarques précédentes
- Plan d'intervention pour la plateforme mâchefers

Les points concernant le rideau d'eau au niveau de la trémie et de l'extinction automatique feront prochainement l'objet d'une instruction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux d'entreposage ou de traitement des déchets est revêtu de béton ou de bitume, ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.</p> <p>Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.</p> <p>Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les voiries et les zones extérieures imperméabilisées sont équipées de grilles et d'avaloirs de collecte des eaux pluviales. Tout épandage de liquide sur la surface du site est collecté par ce réseau puis conduit gravitairement vers le bassin de collecte des eaux de ruissellement du site. Ce bassin a une capacité de rétention de 360 m³ minimale.</p> <p>Le bassin de décantation sur la plateforme des mâchefers a une capacité de rétention minimale de 166 m³. Ce même dispositif est utilisé pour faire office de bassin de confinement en cas d'orage décennal.</p> <p>Les deux bassins de confinement (UVE et plateforme) sont inspectés et vidés afin d'être opérationnel en permanence. Ces bassins sont équipés d'une vanne de fermeture manuelle et/ou automatique qui empêche le rejet des eaux vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sols des voies de circulation et aires visualisés lors de la visite était revêtus de béton ou de bitume. Il a également été constaté la présence de regards de collecte des eaux pluviales (l'exploitant a transmis le plan des réseaux de l'UVE et de la plateforme des mâchefers).</p> <p>L'exploitant indique que la rétention de 360 m³ du site de l'UVE est une cuve souterraine. Cette cuve figure sur le plan des réseaux mais son volume n'est pas précisé. L'exploitant n'a pas su expliquer comment sont confinées les eaux dans cette cuve et comment il s'assure que le volume de 360 m³ est toujours disponible.</p> <p>Le plan ETARE du site indique la présence d'une vanne de confinement de cette cuve au niveau du parking. Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant d'actionner cette vanne afin de vérifier la fermeture du dispositif. Cette demande a fait l'objet des remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La clé nécessaire à la fermeture de la vanne n'est pas disponible à proximité de la vanne. Elle se situe dans le bâtiment de l'UVE. En cas d'incendie dans ce bâtiment qui nécessite d'actionner la vanne de confinement, la clé se situe dans une zone inaccessible. Il convient donc de mettre cette clé dans une zone sans risque d'incendie. • La clé est accompagnée d'une procédure. Sur cette procédure figurent 5 vannes de confinement, certaines à fermer, d'autres à ouvrir. L'exploitant n'a pas su expliquer le fonctionnement du dispositif et la modalité de confinement des eaux. • Le test de fermeture de la vanne n'a pas pu être réalisé car un véhicule était stationné sur le regard par lequel était visible le dispositif. Pourtant un marquage au sol interdit le stationnement dans cette zone. L'exploitant indique réaliser régulièrement un test de fonctionnement de ces vannes. Ce test est à formaliser. <p>Concernant le bassin de décantation de la plateforme mâchefers, il dispose d'une vanne de</p>

confinement qui est toujours en position fermée et qui est ouverte qu'après analyse du bassin pour s'assurer de la conformité du rejet. La vanne se trouve derrière le bassin, elle n'est pas signalée par une pancarte visible et son actionnement ne fait pas l'objet d'une procédure permettant notamment d'identifier quand la vanne est ouverte ou fermée. Le volume de ce bassin (166 m³) ainsi que la localisation de la vanne sont identifiés sur le plan des réseaux de la plateforme. Toutefois ce plan mentionne la localisation de la vanne elle-même mais pas du dispositif permettant d'actionner la vanne qui se trouve en amont du dispositif d'après sa localisation sur le site. La localisation du dispositif de manœuvre de la vanne doit être reportée sur le plan d'intervention pour les secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 4 mois, l'exploitant transmettra les justificatifs des actions correctives suivantes :
Pour l'UVE :

- Mettre à disposition la clé pour actionner les vannes de confinement dans une zone sécurisée.
- Mettre en place une signalisation appropriée des vannes de confinement.
- Préciser la procédure de mise en œuvre du dispositif de confinement et préciser le cheminement des eaux et le fonctionnement du dispositif.
- Mettre en place un dispositif permettant de s'assurer du volume de rétention disponible au niveau de l'UVE.

Pour la plateforme des mâchefers :

- Mettre en place un plan d'intervention des secours avec la localisation du dispositif permettant d'actionner la vanne.
- Mettre en place une signalisation appropriée de la vanne de confinement.
- Mettre en place une procédure de mise en œuvre du dispositif de confinement et préciser le cheminement des eaux et le fonctionnement du dispositif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Plan de lutte contre un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.4.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie

Prescription contrôlée :

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'exploitant établit pour son site un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première et de seconde interventions, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Il est actualisé au moins une fois par an et en tout état de cause après chaque incident ou sinistre.

Un exercice de mise en œuvre de ce plan doit être organisé à une fréquence annuelle. La date et le compte-rendu d'exercice sont consignés sur un registre et tenus à disposition de l'inspection de

l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué son plan d'opération interne (POI) dans sa dernière mise à jour en date du 01/09/2025. Le contenu de ce plan n'appelle pas d'observation.</p> <p>L'exploitant réalise régulièrement des exercices de mise en œuvre de ce plan. Il a présenté les derniers comptes rendus de ces exercices :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30/07/2025 : exercice d'évacuation générale. • 02/10/2025 : exercice de déclenchement de la détection de radioactivité. <p>L'exploitant précise qu'en 2024 a eu lieu un exercice de test des vannes de confinement suite à un déversement accidentel, et en 2022 un test commun avec la chaufferie et la cogénération situées à côté de l'UVE a été réalisé avec les pompiers. L'exploitant indique qu'un plan d'organisation des secours commun est en cours d'élaboration avec ces deux ICPE voisines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 6.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2 permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 0,5% de la surface au sol du local. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un système de désenfumage en toiture. L'exploitant a présenté le rapport de vérification de ce dispositif en date du 25 mars 2025. Lors de la visite il a été constaté la présence des commandes manuelles à l'entrée du quai de chargement et à l'entrée de l'UVE. La surface utile d'ouverture des exutoires n'a pas fait l'objet d'un contrôle spécifique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Capacité d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2024, article 7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée d'un hall de déchargement.

Ce hall comporte :

- la fosse de réception des déchets d'une capacité de 3350 m³ maximum;
- les quais de déchargement qui donnent sur la fosse de réception, situés sur la moitié du hall;
- un stockage d'ordures ménagères (OMr) en balles limité à 100 balles au maximum.

En fonctionnement normal, les déchets ne sont stockés que dans la fosse de réception, à l'exception des boues de station d'épuration déshydratées qui sont stockées dans un silo d'une capacité utile de 55 m³.

Constats :

Le hall de déchargement était propre le jour de la visite.

La fosse de déchets comportait 583 tonnes de déchets d'après le suivi de l'exploitant. Ce suivi est réalisé selon deux méthodes : calcul réalisé avec les entrées, la marche four et le peson du grappin ; calcul réalisé avec l'estimation visuelle grâce à des repaires sur les parois.

Aucun déchet n'était présent sur le quai de déchargement. Il a été constaté le déversement de plusieurs camions dans la benne, les chauffeurs ont à chaque fois passé le balai pour enlever les déchets résiduels tombés sur le quai au moment du déversement.

Lors de la visite aucune balle d'ordures ménagères n'était présente (pas nécessaire au regard de la capacité restante dans la fosse).

Une fosse de stockage des boues de station d'épuration déshydratées est également présente dans le hall de déchargement. Cette fosse est actuellement hors service. Les boues sont donc déversées directement dans la fosse comme précisé dans le courriel de l'exploitant en date du 20 août 2025 complété par courriel du 19 septembre 2025 qui précise que lors du premier dépotage de boue dans la fosse, « l'opérateur a veillé à assurer un brassage efficace avec des déchets à haut PCI (refus de tri, encombrants incinérables). Aucun impact significatif n'a été constaté, ni sur la combustion ni sur la qualité des fumées. La siccité des boues est suffisante pour qu'elles puissent être reprises au grappin sans « couler ». Les apports sont limités à 2 x 5 tonnes de boues par semaine ». Cette situation est temporaire en attendant la fin des travaux sur la fosse de réception des boues.

Type de suites proposées : Sans suite